

# FINANCEMENT DES RETRAITES: NOS PROPOSITIONS

---



# Contexte

- Nos propositions pour les retraites s'inscrivent dans le projet social que nous portons
- L'enjeu des retraites n'est pas déconnecté de la sécurité sociale dans son ensemble, attaquée de toutes parts par le gouvernement
- La question des retraites ne peut se penser sans lien avec la création et la répartition des richesses, c'est-à-dire les ressources du système
- Urgence sociale et urgence climatique doivent nous conduire à changer de modèle économique.
  - Ce nouveau modèle doit intégrer une baisse du temps de travail, dont l'âge de départ en retraite est une modalité.

# Introduction

- La finalité du projet gouvernemental est claire :
  - refus d'augmenter les recettes du système pour l'équilibrer
  - limiter encore davantage les dépenses pour financer les baisses d'impôts pour les entreprises
- Ce projet implique bien la diminution des pensions et le recul de l'âge de départ à la retraite.
- En s'attaquant au système socialisé, le gouvernement pousse celles et ceux qui le peuvent à la capitalisation
- Nous proposons un autre projet, financé, crédible, assis sur la cotisation sociale

# I/ Retraites: un déficit construit de toutes pièces

- **1.** Le chiffre de 13,5 milliards à horizon 2030 (ou même 12 milliards en 2027) retenu par le gouvernement est largement discutable du fait des hypothèses du COR
  - Le COR fait par exemple l'hypothèse que la part des salaires dans la valeur ajoutée n'augmentera pas, or c'est un enjeu crucial de financement de la Sécu
  - Il y a également l'hypothèse d'une baisse de la part de l'emploi public. Pour la fonction publique hospitalière, seulement 15 000 recrutements sont prévus, alors qu'au moins 400 000 emplois sont nécessaires rien que pour la santé
  - Enfin, les projections du gouvernement prévoient une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires de 11% d'ici 2027. Ça, plus la baisse de l'emploi public, explique plus de 3 milliards du déficit prévu en 2030
- **2.** Même en prenant le scénario retenu par le gouvernement, il n'y a pas de problème budgétaire à court-terme

## 2. En aucun cas le système n'est en danger

- 12 milliards de « déficit » en 2027 = 3% des dépenses du système (370 milliards€)
  - Une hausse de 0,8 point de cotisation suffirait à combler ce déficit
  - Soit 5,6€ par mois pour de cotisations salariales et 8,4€ de cotisation patronales (si partage à 40/60) pour un Smic
- Le système de retraites dans son ensemble dispose de **200 milliards € de réserves**
- Le COR lui-même reconnaît que le déficit est temporaire avec un retour à terme à l'équilibre

# Le vrai problème, c'est le niveau des pensions à venir

- Le système actuel n'est pas en déficit du fait des différentes réformes passées (mesures d'âge et désindexation des pensions sur les salaires).
- Comme le gouvernement n'a jamais voulu augmenter les recettes, l'ajustement s'est fait sur les dépenses. A système constant, une forte dégradation du niveau de pensions des retraités est donc prévue.
- Une augmentation des recettes est nécessaire pour financer de nouveaux droits et éviter cette dégradation des pensions.
- **Par rapport à la situation actuelle, nos propositions impliquent un coût qui se chiffre à environ 100 milliards d'euros.**

# II/ Améliorer le système de retraites: ce que nous proposons

- Départ en retraite à 60 ans pour toutes et tous (hors départs anticipés pour les métiers pénibles)
- Revenir au calcul sur les 10 meilleures années pour le privé
- Conserver le calcul sur les 6 derniers mois pour le public étant donnée la trajectoire de leur rémunération
- Prise en compte des années d'études
- Concernant la pénibilité ; prise en compte des situations réelles de travail et reconnaissance de toutes les formes de pénibilité par grands corps de métier
- Taux de remplacement minimum de 75%. Dans tous les cas, pas de pension inférieure au SMIC CGT (2000€) quel que soit le régime de retraite.
  - Cela inclut également les agriculteurs et pose la question de la juste rémunération de leur travail

# III/ Financer nos propositions

- Le projet que nous portons a bien évidemment des implications financières
- La redistribution est l'élément central de notre système par répartition
- Pour le financer, nous avons un éventail de propositions claires et chiffrées
- C'est notre travail, et donc la cotisation qui doit financer la sécurité sociale.

# Augmenter les recettes de la sécurité sociale pour financer nos propositions

- **7 leviers principaux:**

1. Politique salariale, nécessaire mais insuffisante
2. Politique de l'emploi ambitieuse
3. En finir avec les exonérations de cotisations
4. Mettre à contribution les revenus du capital
5. Elargir l'assiette des revenus soumis à cotisations
6. Augmenter les taux de cotisation retraites
7. La Sécurité sociale est en excédent

# 1. La question des augmentations de salaires

- L'augmentation des salaires est indispensable
- Concernant le financement des retraites, elle permet des cotisations supplémentaires, mais se traduit à terme par des pensions supplémentaires à payer. Cela ne permet donc pas d'équilibrer le système à moyen terme.
- Hausse des salaires de 5% dans le privé: 9 milliards € de cotisations supplémentaires pour la branche retraites
- Hausse du point d'indice de 5% : 1,25 milliard € de cotisations retraites. Si le point d'indice avait suivi l'inflation depuis 2010, ça ferait 5 milliards d'euros de cotisations supplémentaires dans les conditions actuelles

## 2. Une vraie politique de l'emploi

- 100 000 emplois privés = 800 millions d'euros de cotisations retraites
  - On estime à environ 1.7 millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés avec le passage aux 32h dans le privé, soit **13.6Mds€ de cotisations retraites supplémentaires.**
- 100 000 emplois dans la fonction publique territoriale = 1,2 milliard d'euros de cotisations retraites
- 100 000 emplois dans la fonction publique hospitalière = 1,5 milliard d'euros de cotisations retraites
  - Les besoins en embauche sont estimées à 400 000 emplois soit 6 milliards d'euros de cotisations supplémentaires
- Les temps partiels imposés par l'employeur privent les caisses de retraites d'1,5 milliard d'€
- Abaissement de l'âge de départ en retraite à 60 ans: 10 milliards d'économies pour l'assurance chômage et l'Etat

# 3. En finir avec exonérations de cotisations sociales

- En 2023, l'ensemble des exonérations de cotisations va s'élever à 84 milliards d'euros. La plupart sont compensées à la Sécurité sociale par l'Etat; c'est donc ce dernier qui subit le manque à gagner.
- Pour les seules exonérations de cotisations retraites, on est à 18,5 milliards d'euros donc 2,5 milliards non compensés, c'est-à-dire qui manquent directement au système de retraites.
- Si on revient sur les exonérations de cotisations, c'est l'Etat qui va voir ses recettes gonfler.
- Ce surplus de recettes peut aussi être fléché vers le système des retraites, moyennant quelques précautions pour ne pas étatiser le système et conserver un financement par cotisation.

# 4. Mettre les revenus du capital à contribution

- En 2021, les dividendes nets étaient de 50 milliards d'euros. Avec une cotisation à 28% comme le taux de cotisations retraites sur les salaires, ce sont 14 milliards d'euros de recettes supplémentaires.
  - C'est un chiffre minoré car la comptabilisation des dividendes pose problème du fait de l'opacité des montages financiers.
- La mise à contribution des revenus du capital reste un palliatif, notamment en cas de crise comme le Covid. **Le véritable enjeu est d'agir en amont en augmentant la part des salaires et réduisant celle du capital et donc ses revenus.**
- L'ensemble des propositions évoquées précédemment (hausse des salaires, de l'emploi et fin des exonérations de cotisations) sont des mesures majeures pour mettre le capital à contribution en amont des dividendes.

# 5. Elargir l'assiette des revenus soumis à cotisations

- Augmenter l'assiette des revenus soumis à cotisations salariés et employeurs (intéressement, participation, épargne salariale, épargne retraite) : 3 milliards de cotisations retraites supplémentaires et 3 milliards de cotisations pour les autres branches, que l'on pourrait affecter aux retraites
- Aujourd'hui, les employeurs privilégient ces modes de rémunération pour ne pas s'engager sur le salaire de base et pour profiter des cotisations réduites !
- Déplafonnement des cotisations pour les salaires au dessus de 27500€ par mois (8 plafonds de la sécurité sociale): 1 milliard

# 6. Augmenter les taux de cotisations

- A court terme, un déficit de 12 milliards peut être résorbé tout simplement avec une augmentation du taux de cotisations de 0,8 point
  - Pour un Smic, ça représente 5,60€ par mois de cotisations salariales et 8,4€ de cotisation patronales (si partage à 40/60)
  - Pour un salaire à 2500€ bruts, ça représente 8€ par mois de cotisations salariales et 12€ de cotisation patronales (si partage à 40/60)
- A moyen terme, augmenter le taux de cotisation retraites (tout en augmentant les salaires), 2 points de cotisation : 30 milliards d'euros

# 7. Sécurité sociale: 13 milliards d'excédents en 2023

- La CADES aura remboursé la « dette sociale » en 2033
  - Elle aurait dû s'éteindre en 2024, avant un transfert de dette de 136 milliards d'euros liés à la crise Covid . Cela représente plus de 19 milliards d'euros de surplus par an
  - Ainsi la sécurité sociale ne sera pas en déficit de 7 Mds€ en 2023, mais en excédent de 13 milliards d'euros.
  - Même avec 12 milliards de déficit sur les retraites 2030, la Sécu prise dans son ensemble serait en excédent
  - Si on tient compte des différentes mesures proposées (augmentation de salaires, augmentation de l'emploi) cela générerait des milliards d'euros d'excédents supplémentaires puisque les dépenses des autres branches de la Sécu ne dépendent pas du niveau des recettes.

# Des propositions réalistes

- Au total, nos propositions rapporteraient une somme de l'ordre de 100 milliards € par an pour la Sécurité Sociale; de quoi financer le système de retraites que l'on revendique
- Un retour au partage de la valeur ajoutée de 1982 (part du travail de 73,5% contre 64,8% aujourd'hui) représenterait aujourd'hui un transfert du capital au travail de **112 milliards** d'€. Nos propositions sont donc largement finançables.

# Conclusion

- L'opposition entre ce que nous portons et ce que le gouvernement prévoit est claire:
  - Le gouvernement veut faire des pensions et de l'âge de départ des variables d'ajustement pour financer des baisses d'impôts pour le capital
  - Nous voulons ajuster les ressources pour améliorer en profondeur notre système de retraites solidaire actuel

# Deux projets de société qui s'opposent

1. Celui du gouvernement, budgétairement inique et qui ouvre la voie à la capitalisation et au renforcement des inégalités
2. Le nôtre, finançable, crédible, et résolument tourné vers la cotisation et la répartition pour améliorer et renforcer le système actuel
3. Du fait des attaques multiples des gouvernements successifs, le stock d'épargne retraite a augmenté de 300 milliards entre 2008 et 2018. C'est sans compter les dizaines de milliards sur les produits d'assurance-vie en vue de la retraite. C'est le résultat de la perte de confiance organisée dans notre système et la subvention de l'épargne retraite par l'Etat.

Notre projet n'augmente pas la somme des efforts mais les socialise pour que vive le principe de solidarité propre à notre modèle social.

Nous mènerons cette bataille pour la sécurité sociale et contre les marchés financiers jusqu'au retrait du projet.